

*(Traduit de l'anglais)*

**Paris, France  
Mercredi 22 mai 2024**

La troisième réunion de haut niveau du Partenariat bilatéral France-États-Unis sur l'énergie propre (ci-après dénommé le « Partenariat ») a eu lieu ce jour à Paris, sous la coprésidence, pour la France, du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et pour les États-Unis, du ministère de l'Énergie et du Département d'État. Ce Partenariat vise à répondre aux préoccupations relatives à la politique énergétique, aux technologies et à l'innovation en favorisant le recours à un éventail de sources et de systèmes énergétiques sans émission, et à renforcer les efforts diplomatiques visant à promouvoir l'accélération des transitions énergétiques et à atteindre les objectifs en matière de climat.

La réunion du Partenariat, qui s'est tenue quelques semaines seulement avant le 80<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement en Normandie, a été l'occasion de se pencher sur la question de la sécurité énergétique de nos jours, dans un paysage en constante évolution.

À cette occasion, les coprésidents ont mis en évidence la relation profonde et durable qu'entretiennent la France et les États-Unis sur le plan énergétique et diplomatique, laquelle a permis de mener des actions concertées pour renforcer la sécurité énergétique. Ils ont réaffirmé l'engagement durable des deux pays en faveur de l'Ukraine et du peuple ukrainien et ont condamné l'invasion brutale, illégale et injustifiable de la Russie, qui ne fait suite à aucune provocation, ainsi que les frappes qu'elle continue de mener, et qu'elle a récemment intensifiées, contre les infrastructures énergétiques essentielles de l'Ukraine.

Les coprésidents ont également réaffirmé la volonté commune d'œuvrer à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, notamment en mettant à profit la recherche et les sciences de pointe afin d'accélérer la mise au point et le déploiement responsable de technologies énergétiques propres, d'innovations de rupture et de mesures permettant de redynamiser le secteur de l'énergie et d'ouvrir la voie à des industries propres.

Les coprésidents ont déclaré qu'il est primordial de veiller à ce que nos systèmes énergétiques soient efficaces, fiables et durables, d'intégrer une plus grande part d'énergies renouvelables dans ceux-ci, d'améliorer la flexibilité des réseaux et le stockage de longue durée et de raffermir la position de l'énergie nucléaire, dont dépendent aujourd'hui en grande partie les deux pays pour leur production d'électricité, afin de renforcer la sécurité énergétique et d'accélérer les transitions vers une énergie propre, et ainsi de parvenir à zéro émission nette d'ici à 2050. À cet égard, les coprésidents ont évoqué les transitions énergétiques amorcées en France et aux États-Unis ainsi que dans le reste du monde. Les discussions ont également porté sur la coopération en matière de minerais et de matières premières critiques ainsi que sur le rôle que les deux pays jouent dans ces transitions énergétiques, notamment en promouvant des chaînes d'approvisionnement diversifiées, responsables, résilientes et sûres, en accélérant la mise en œuvre du Programme de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) pour la sécurité des minerais critiques, et en mettant à profit la Conférence sur les minerais et les matières critiques et le Partenariat pour la sécurité des minéraux

afin de renforcer la collaboration. Les deux pays poursuivront leurs discussions bilatérales sur les minerais et les matières premières critiques.

Les coprésidents se sont félicités des échanges qui ont eu lieu depuis la dernière réunion de haut niveau, notamment dans les domaines du captage et du stockage du CO<sub>2</sub>, de l'hydrogène et des matières premières critiques. Reconnaisant les possibilités qu'offre le Partenariat de poursuivre les discussions et de faire émerger de nouveaux domaines de collaboration, les coprésidents se sont prononcés en faveur d'une coopération bilatérale axée sur l'hydrogène natif, la décarbonation de l'industrie, les réseaux électriques et la flexibilité de ceux-ci.

Se félicitant de la coopération de longue date entre la France et les États-Unis dans le domaine de l'énergie nucléaire civile, qui est reconnue par les deux pays comme une source d'énergie propre et sans émissions permettant de réduire la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles, de faire face à la crise climatique et d'améliorer la sécurité énergétique mondiale, les coprésidents se sont déclarés en faveur de la poursuite de la coordination bilatérale en ce qui concerne les projets nucléaires civils et des discussions stratégiques, afin de favoriser le développement de l'énergie nucléaire dans le monde entier. Dans l'esprit de la Déclaration de la COP28 relative au triplement de la production d'énergie nucléaire d'ici à 2050, les coprésidents ont évoqué les efforts réalisés pour déployer les technologies avancées liées à l'énergie nucléaire civile, atteindre les objectifs climatiques et mobiliser davantage les institutions financières internationales et les banques régionales de développement, afin d'encourager l'intégration de l'énergie nucléaire dans la politique de prêt de leurs organisations en tant que de besoin. Les coprésidents se sont en outre félicités de la tenue de deux réunions du Groupe restreint du Partenariat sur l'énergie nucléaire, l'une à Paris (France) en juillet 2023 et l'autre à Washington, D.C. (États-Unis) en mars 2024. Les coprésidents ont salué le rôle moteur joué par le groupe de pays affinitaires communément désigné sous l'appellation « Sapporo 5 », qui réunit la France, les États-Unis, le Canada, le Japon et le Royaume-Uni, dans le renforcement des capacités en matière d'enrichissement et de conversion de l'uranium et la mise en place d'un marché mondial de l'approvisionnement en uranium résilient et libre de toute influence russe. Ils se sont à ce titre félicités du fait que l'ensemble des membres du G7 ont réaffirmé cette année leur détermination à réduire leur dépendance à l'égard des services et des combustibles nucléaires civils fournis par la Russie, en favorisant notamment une chaîne d'approvisionnement solide en matière de combustibles. Ils ont en outre préconisé la poursuite de la coopération bilatérale dans la recherche et développement de technologies nucléaires civiles avancées, notamment en ce qui concerne les réacteurs de nouvelle génération, les combustibles et les matières avancées ainsi que la modélisation et la simulation.

La réunion du Partenariat fait suite à la réunion ministérielle qui s'est tenue en France à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'AIE, au cours de laquelle la France et les États-Unis se sont joints aux autres membres de l'Agence pour réaffirmer le rôle moteur que celle-ci joue dans la sécurité énergétique et la transition vers une énergie à zéro émission nette, en suivant les progrès accomplis dans le cadre des engagements énergétiques pris lors de la COP28 et en participant, de concert avec ses membres, à leur mise en œuvre, tout en rappelant l'importance de l'accueil unanimement favorable que les ministres des pays membres de l'AIE ont réservé aux discussions menées avec l'Inde concernant son adhésion à l'Agence, comme en ont aussi témoigné les déclarations respectives des présidents Macron et Biden. La réunion du Partenariat fait également suite à la

réunion des ministres du Climat, de l'Énergie et de l'Environnement du G7 s'étant tenue à Turin, au cours de laquelle les ministres ont notamment affirmé leur détermination à accroître la flexibilité du système énergétique grâce à une meilleure gestion de l'offre et de la demande, au renforcement des réseaux et à l'adoption d'un nouvel objectif consistant à stocker 1 500 GW d'énergie d'ici à 2030, et en faisant des énergies renouvelables une source d'énergie de base ; mais aussi à éliminer progressivement de nos systèmes énergétiques la production d'électricité à partir de charbon sans dispositif d'atténuation au cours de la première moitié de la décennie 2030. Ils avaient également, lors de cette même réunion, créé un nouveau groupe de travail du G7 sur l'énergie de fusion.

###